

## **Coronavirus, catastrophe imminente et comment la combattre**

### ***Prise de position du Parti Suisse du Travail (PST-POP)***

La pandémie du COVID-19 a paralysé une bonne partie de la planète et a plongé le capitalisme mondialisé au bord d'une crise de grande ampleur, sans équivalent depuis 1929. Tout le monde, y compris en Suisse, a pu pleinement se rendre compte de la fragilité et des aberrations de notre système capitaliste mondialisé : pénuries de masques, de tests, hôpitaux durement affaiblis par le néolibéralisme, effets indésirables de la délocalisation de la production de biens essentiels dans des pays où la main-d'œuvre est sous-payée, système social qui laisse énormément de monde abandonné à son triste sort, économie qui dysfonctionne à la première perturbation...

En comparaison internationale, la Suisse ne s'en sort globalement pas si mal, bien que le Conseil fédéral ait tardé à prendre les mesures qui s'imposaient, n'a pas toujours été cohérent dans la politique suivie (sacrifiant toujours un peu la cohérence des mesures aux intérêts de l' « économie ») et a perdu du temps en demi-mesures et appels à la responsabilité individuelle ; alors qu'agir plus vite aurait sans doute permis de limiter considérablement la propagation du virus dès le début. Les hôpitaux n'ont au final pas été débordés. Remarquons toutefois que si le système hospitalier suisse a tenu le coup, c'est aussi grâce à nos luttes, qui ont pu contrecarrer, en partie du moins, les projets de la droite de fermer des hôpitaux publics en grand nombre, de les forcer à en faire toujours plus avec toujours moins de moyens, à les gérer comme des entreprises privées (en dépit de toute logique), à privatiser tout ce qui peut l'être. En 2011, le conseiller fédéral Pascal Couchepin préconisait la fermeture d'au moins 200 hôpitaux en Suisse, pour « réduire les coûts de la santé ». On ne peut qu'imaginer le désastre que cela aurait causé...

La plupart des pays capitalistes du globe ont géré la pandémie de manière plus ou moins erratique, ne prenant des mesures qu'avec retard, s'empêtrant dans les contradictions, voire de véritables mensonges d'Etat. Dans les Etats les plus néolibéraux du monde, la politique sanitaire a même tourné à une véritable gabegie meurtrière. Tous les Trump et les Bolsonaro du monde ont agi exactement comme décrit par Karl Marx dans le Livre I du *Capital* : « Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. »

A contrario, le pays socialiste qu'est Cuba, malgré le blocus assassin qui l'étrangle depuis des décennies, non seulement a réussi à faire face de façon exemplaire face au virus, mais a également répondu présent à l'appel à l'aide de nombreux pays, dont l'Italie, un pays capitaliste développé et membre de l'UE (qu'aucun autre pays membre de l'UE n'a voulu aider). C'est que la solidarité internationale n'est pas un vain mot à Cuba. C'est par contre un mot que les eurocrates ne sauraient comprendre.

A ce jour, non seulement la pandémie n'est pas terminée, mais elle ne fait que prendre de l'ampleur au niveau mondial. Il est impossible à dire combien de elle va encore durer.

Les conséquences économiques et sociales de l'épidémie – ou plus exactement la crise économique qui était en germe et pour laquelle le COVID-19 ne fut que l'élément déclencheur – sont en revanche plus aisément prévisibles, et, par leur ampleur, autrement plus dévastatrices que le virus lui-même. Toute l'action, toute la stratégie et toute la tactique de notre Parti pour ces prochaines années doivent être fondées sur une analyse correcte de cette crise.

Lénine enseignait qu'en présence d'un phénomène significatif, il convient de l'analyser sous tous ses aspects, dans toutes ses déterminations, tous ses rapports. Une telle analyse ne pourra jamais être exhaustive, mais il convient d'y tendre autant que possible pour dépasser le schématisme et en avoir une compréhension correcte. Une analyse complète de la crise économique mondiale qui commence représenterait un travail colossal, mais nous tâcherons du moins d'en cerner quelques aspects essentiels pour la lutte de notre Parti.

### **Déplacements idéologiques**

Ce qui est incontestable, c'est que le coronavirus aura eu un impact considérable au niveau des idées, déplacé les lignes du débat public, remis en cause des certitudes imposées par un matraquage constant depuis les années 80. La crise sanitaire aura eu le mérite de montrer l'aberration du mythe du marché libre qui s'autorégule, de la prétendue supériorité du privé sur le public, des soi-disant mérites de l'austérité budgétaire, des vertus de la mondialisation. Elle aura au contraire révélé le caractère précieux et indispensable des services publics, surtout pour ce qui est de la santé – il est symptomatique que ce sont les pays les plus libéraux, ceux où l'hôpital public aura été le plus démantelé, qui s'en sortent le plus mal – que ce sont les métiers généralement mal payés (personnel hospitalier, de la vente et de la voirie) qui sont les plus indispensables, et que ce n'était vraiment pas une bonne idée de délocaliser la production de biens stratégiques (masques, médicaments, etc.) dans les pays où la main d'œuvre peut être payée au lance-pierre. Au plus fort de la première vague nous avons même connu un assez singulier débat sur le « jour d'après », qui est déjà un peu oublié et dont il est difficile de dire ce qu'il en restera, mais qu'il serait dommage de reléguer aux oubliettes, tant il est vrai que le retour à la « normale » n'a rien de souhaitable.

De ce fait, les libéraux d'hier feignaient d'oublier leur discours habituel, juraient avoir changé d'avis, que c'est en temps de crise que l'on devient plus intelligent, devenaient keynésiens, plaidaient pour l'intervention de l'Etat, les services publics, la relocalisation de certaines activités productives (au moins certains secteurs stratégiques). Les Etats capitalistes développés ont de fait d'ores et déjà mis sur la table – pour faire face aux conséquences sanitaires, économiques et sociales du coronavirus – des sommes considérables, nettement supérieures et à celles engagées lors de la crise financière de 2008 ; 57 milliards de francs pour ce qui est de la Suisse. Les prétendus tabous sensément intangibles de l'idéologie néolibérale ont été balayés par la pression des faits. L'endettement public est redevenu acceptable. Même aux USA, Trump a activé une vieille

loi datant de la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale, pour réquisitionner des entreprises privées pour la production de matériel sanitaire. Le Congrès a également accepté de verser, sans conditions, à chaque Américain au revenu annuel inférieur à 75'000 \$ un montant de 1'200 \$, et 500 \$ par enfant. Ce pour pallier à un système social extrêmement lacunaire, et pour tenter d'empêcher l'effondrement de l'économie.

Même Emmanuel Macron, incarnation du « nouveau monde » néolibéral dans ce qu'il peut avoir de pire, semble avoir découvert les limites du marché et les vertus du service public, qu'il s'est pourtant employé à détruire, ainsi que la nécessité de changer de cap. Du moins si on en croit son allocution télévisée du 12 mars 2020 (et en tenant compte que ce n'est pas la première fois qu'il dit tout et son contraire) :

« Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons. Interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour. Interroger les faiblesses de nos démocraties. Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ».

Sabine Weyand, directrice générale du commerce de la Commission européenne, a également eu des accents inhabituels dans la bouche d'une eurocrate à l'occasion d'un séminaire organisé par la Washington International Trade Association (WITA), le 9 avril 2020 :

« Nous devons reconnaître qu'au cours de la tempête on ne peut laisser le marché gérer seul l'allocation de ressources rares. Il faut accepter l'idée que nous devons les aiguiller vers le secteur de la santé plutôt que de laisser les spéculateurs accaparer tout ce qu'ils peuvent ».

Francis Fukuyama en personne, le théoricien de la fin de l'histoire – qui serait celle de la démocratie (bourgeoise) et du libre-marché – s'est vu, contraint par les faits à procéder à une rétractation en règle (dans une interview accordée au *Point* le 09.04.20) :

« Ce n'est pas parce que je décrivais la prédominance d'un système – en l'occurrence celui des libéraux qui avaient désigné l'Etat comme leur principal ennemi – que j'en partageais les valeurs. Je crois au contraire qu'aujourd'hui nous voyons la queue de la comète de ce néolibéralisme, qu'il est même déjà mort et que nous allons en revenir au libéralisme tel qu'il existait dans les années 1950 et 1960, où l'économie de marché et le respect de la propriété privée cohabitaient avec un Etat efficace qui intervenait pour réduire les inégalités sociales et économiques. Une fois encore, ce que révèle cette pandémie, c'est le besoin d'un Etat fort ».

Nous pourrions multiplier des propos d'hommes et de femmes politiques de droite de notre pays et d'ailleurs allant dans ce sens. Auraient-ils enfin compris quelque chose ?

Quand bien même ils seraient sincères – et rappelons nous tout le baratin sur la « moralisation du capitalisme » au plus fort de la crise de 2008, promptement oublié – toutes les demi-mesures proposées, visant à aménager le système, à rendre le capitalisme solidaire, écologique, social...sans qu'il cesse d'être le capitalisme, sans même rompre réellement avec le néolibéralisme, tiendrait d'une entreprise parfaitement vaine, que Karl Marx a déjà brillamment caractérisé en son temps : « Tous, ils veulent la concurrence sans les conséquences funestes de la concurrence. Tous il veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de vie bourgeoise sans les conséquences de ces conditions. »

Mais leurs belles paroles ne sont que des mots. Leurs véritables intentions sont différentes.

### **Plans réactionnaires de la bourgeoisie**

Le communiqué du Centre Patronal du 15 avril 2020, signé Pierre-Gabriel Bieri, dit, de façon parfaitement limpide comment la bourgeoisie envisage le « jour d'après » :

« Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la *société de consommation*... Cette perception romantique est trompeuse, car le ralentissement de la vie sociale et économique est en réalité très pénible pour d'innombrables habitants qui n'ont aucune envie de subir plus longtemps cette expérience forcée de *décroissance*. La plupart des individus ressentent le besoin, mais aussi l'envie et la satisfaction, de travailler, de créer, de produire, d'échanger et de consommer. On peut le faire plus ou moins intelligemment, et on a le droit de tirer quelques leçons de la crise actuelle. Mais il est néanmoins indispensable que l'activité économique reprenne rapidement et pleinement ses droits ».

Le message est clair : il faut revenir, aussi rapidement que possible – peut-être également aussi lentement que nécessaire – à la « normalité » capitaliste d'avant l'épidémie. Retour de la croissance, de la société de consommation et de la pollution...pour les profits du patronat ! Interdit de s'interroger sur la décroissance, sur des alternatives au modèle actuel (des fois que le temps disponible pour réfléchir le temps du semi-confinement vous donnerait des idées subversives). Tout au plus quelques aménagements mineurs pourraient-ils à la rigueur être envisageables...

Il est intéressant à ce propos de citer un extrait d'article par sur le site de la RTS le 22 août 2020, consacré à l'Assemblée des délégués du PLR tenue le même jour :

« Au cours de l'assemblée, Petra Gössi a aussi appelé les délégués du parti à se battre "sans relâche contre le dénigrement" des valeurs libérales. Les décisions prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus ont un effet sur l'avenir, a-t-elle averti.

Les paquets d'aide financière décidés atténuent l'onde de choc provoquée par la pandémie, mais risquent aussi de fausser la concurrence à moyen et long terme, a averti la Schwytzoise. Et ils laissent derrière eux "des dettes abyssales pour les générations futures, qu'elles devront combler".

Petra Gössi s'est inquiétée de "l'appel de plus en plus fort à une plus grande régulation étatique de tous les aspects de notre vie. La responsabilité et l'autodétermination, essence même de nos valeurs libérales, sont remises en question". »

Le débat sur le « jour d'après » est déjà un peu oublié. En Suisse, la question se pose aujourd'hui de qui va payer pour le virus : l'oligarchie ou le peuple ? L'association patronale qu'est l'USAM a proposé, avant même la fin du semi-confinement, sa réponse, qui est un véritable plan de guerre contre les travailleurs : pas de hausse des salaires, extension du temps de travail, limitation des assurances sociales, suspension du droit de recours... bref travailler plus, pour gagner autant (et sans doute moins), et dans de pires conditions...

Autre association patronale, Economiesuisse, a fait paraître dans les journaux un encart très significatif, intimant aux élus fédéraux, désormais que l'épidémie est sur le recul, de ne pas prendre de mauvaises habitudes d'étendre le rôle de l'Etat, d'en revenir à une politique libérale, de ne pas augmenter les prélèvements fiscaux (les diminuer plutôt), et de laisser agir le libre marché. En gros : merci pour les crédits à taux zéro, garantis par l'Etat, et accordés sans contrepartie ! Nous les avons pris... pour verser les dividendes aux actionnaires, et licencier quand même. Maintenant, payer un peu plus (ne fût-ce que pour rembourser la dette que la Confédération a dû souscrire), il n'en n'est pas question ! Des conditions politiques en échange de cette intervention bienvenue de l'Etat, même pas en rêve ! Aide publique, quand ça nous arrange, et surtout n'oubliez pas que ce sont les patrons qui commandent en Suisse, pas le peuple (des fois qu'on l'aurait oublié) !

Les premières décisions des chambres fédérales, comme la ligne suivie par le Conseil fédéral, montrent bien que la majorité de droite au pouvoir en Suisse a l'intention d'aller exactement dans le sens voulu par le patronat, fût-ce sans le dire aussi clairement : revenir à la « normale », en pire, et faire payer la crise au peuple, sous le prétexte de coûts du virus qu'il faut bien rembourser.

Par ailleurs, le discrédit des idées néolibérales, du mythe du marché qui s'autorégule, est incontestablement une très bonne chose, et nous offre un avantage conséquent pour la bataille des idées. Il faut rester conscients néanmoins que le rejet du libéralisme et l'appel à l'intervention de l'Etat de la part de la bourgeoisie n'est pas *ipso facto* progressiste. Le libéralisme est en effet la doctrine de la bourgeoisie par beau temps. Lorsque la tempête gronde, elle est fatalement obligée d'y renoncer, de se réfugier sous le parapluie protecteur de son Etat, auquel elle demande un interventionnisme plus ou moins conséquent dans la sphère économique. Ce dirigisme peut bien être orné d'une

rhétorique socialisante, mais ce n'est jamais que de cela qu'il s'agit, d'un simple ornement rhétorique. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse avait connu une économie quasi planifiée par le Conseil fédéral, flanqué d'une sorte de « conseil de la couronne », en collaboration avec les associations patronales, l'Assemblée fédérale n'ayant pas son mot à dire, et le peuple étant réduit au silence, par un dispositif à base de censure militaire et d'encadrement simili-fasciste. De la part d'un Conseil fédéral sympathisant avec le III<sup>ème</sup> Reich, il n'y avait là rien de progressiste.

En réalité, une bourgeoisie en difficulté est plus réactionnaire que jamais, et quelles que puissent être leurs belles paroles, les décideurs capitalistes travaillent à ce que le « jour d'après » soit exactement comme le jour d'avant, et sans doute bien pire (pour nous, pas pour eux, naturellement).

### **Conséquences économiques et sociales du virus à court terme**

L'image a marqué les esprits : plus de 1'000 personnes faisant la queue à Genève pour recevoir un colis alimentaire d'une valeur de 20,-. La distribution est effectuée par l'association Caravane de solidarité. La Ville de Genève n'est venue donner un appui logistique que dans un second temps. Le canton s'est contenté d'un soutien minimal et tardif. La droite a d'ailleurs manifesté d'importantes réticences à ce soutien, une bonne partie des personnes bénéficiant de cette aide étant sans papiers (et donc dénué des droits les plus élémentaires aux yeux des politiciens UDC et PLR).

Les mesures de semi-confinement ont donc révélé l'existence et l'ampleur d'une précarité massive en Suisse que le discours officiel préférerait ne pas trop remarquer : 660'000,- personnes sous le seuil de pauvreté, un million de personnes vivant dans la précarité, ou menacées d'y tomber selon les chiffres de Caritas. Cela fait beaucoup pour un pays de 8 millions d'habitants. Un des pays les plus riches du monde, la Suisse est aussi particulièrement inégalitaire. D'autre part, cette précarité a été considérablement aggravée par l'épidémie, beaucoup de gens ayant perdu leur unique source de revenu avec l'arrêt partiel de l'économie. La Confédération et les cantons ont certes pris des mesures – assurance perte de gain, accès facilité au chômage partiel –, mais celles-ci ne touchent pas tout le monde.

La crise du COVID-19 frappe déjà durement les classes populaires, en particulier les travailleurs et travailleuses. En Suisse, plus d'un.e travailleur.euse sur quatre a « bénéficié » du chômage partiel en mars, ce qui signifie qu'il/elle a généralement perdu 20 % de ses revenus. Ceci est d'autant plus inquiétant pour les bas salaires pour qui la baisse de -20% de salaire peut rapidement faire plonger dans la pauvreté. Il convient également de noter que, si les indemnités de réduction de l'horaire de travail (RHT) garantissent 80% du revenu brut du salarié, les cotisations sociales sont quant à elles déduites du salaire brut sur la base de l'horaire de travail normal, à 100%. Ceci permet certes de ne pas induire de pertes d'avoirs sociaux pour les employés, ce qui est profitable, mais cela induit une perte de pouvoir d'achat et de salaire net extrêmement précarisante pour les employés à

bas salaire durant les mois de la pandémie. En outre, par rapport à mars 2019, il y a eu cette année 20 % de chômeurs de plus inscrits auprès des offices de placement.

L'offensive patronale ne s'est pas faite attendre et de nombreuses entreprises, des plus grandes aux plus petites, profitent de la crise pour maximiser leurs profits. De nombreux travailleurs et travailleuses ont été priés de renoncer à des jours de vacances payés ou de compenser le temps de travail perdu par des heures supplémentaires précédemment accumulées. Certaines entreprises à l'instar de Tesa SA à Renens, après avoir bénéficié de la RHT pour les employés avant même le début de la crise du COVID-19, et donc avoir effectué des économies conséquentes sur la masse salariale, procèdent malgré tout à des licenciements de masse tout en continuant à verser les dividendes à leurs actionnaires. Dans d'autres cas d'entreprises vaudoises, les employeurs ont tout simplement exclu délibérément certains travailleurs, procédant ainsi de fait à leur licenciement. C'est le cas notamment des travailleurs.euses sous contrat précaire (travail sur appel, travailleurs engagé par le biais d'une agence de placement), quand bien même les mesures introduites par le Conseil fédéral au mois de mars 2020 permettaient d'intégrer ces travailleurs à la RHT.

Alors que les indemnités RHT sont conçues pour éviter les licenciements, il subsiste malgré tout un manque total de protection contre le licenciement pour les employés travaillant dans une entreprise ayant bénéficié des RHT.

Par ailleurs, si les mesures fédérales – RHT et allocations pour perte de gain – ont atténué les effets de la crise, et ont aidé beaucoup de gens, le Conseil fédéral commence déjà à les démanteler progressivement, alors que ni l'épidémie, ni, a fortiori, la crise, ne sont terminées.

L'aggravation du chômage et de la précarité est notable dans tout le monde capitaliste, et est d'autant plus grave que l'Etat social est plus limité. Aux USA, le taux de chômage a atteint 14,7% vers la fin du printemps (avant de redescendre), approchant de ce qu'il avait été lors de la Grande Dépression (24,9% en 1933). Cette hausse massive du chômage, conjuguée à une misère préexistante d'une notable partie des classes populaires étatsuniennes, à un système social à peu près minimal, et à la gestion erratique de l'épidémie par l'administration Trump, est une des facteurs majeurs qui explique les émeutes que connaissent aujourd'hui les USA – les afro-américains étant les plus touchés et par l'oppression raciste et par la pauvreté, les deux n'étant pas sans rapport. On peut se demander d'ailleurs si les USA sont encore un pays développé, ou bien un Empire à la dérive. Il est difficile toutefois de pronostiquer l'impact de l'explosion de toutes les contradictions de la première puissance mondiale (pour l'instant) que nous pouvons observer.

L'Union Européenne est également confrontée à des contradictions sans doute moins spectaculaires et moins aigues, mais tout aussi profonde. L'épidémie a en effet révélé plus que jamais l'incapacité de la superstructure eurocratique à servir à quoi que ce soit d'autre que comme chape de plomb ordolibérale, et son inutilité dans tous les autres cas,

l'absence totale de solidarité entre pays de l'UE, la divergence totale d'intérêts et de vues entre leurs classes dirigeantes respectives. Le fameux « plan de relance » de 750 milliards d'euros, péniblement adopté par les 27 pays membres de l'UE après de longues tractations, et qu'on a parfois un peu vite qualifié d' « accord historique » est notoirement insuffisant pour faire face à la crise économique. Les versements accordés aux Etats membres sont très limités, conditionnés à l'adoption de réformes (néolibérales) et destinés exclusivement à soutenir la compétitivité des entreprises. L'UE reste la prison ordolibérale des peuples qu'elle a été dès le départ. Par ailleurs, les divergences qui se sont manifestées lors des tractations qui ont mené à l'adoption de ce plan ont été telles que la construction européenne peut être considérée comme compromise.

Dans des pays du Tiers-Monde, où un confinement a été prononcé, malgré l'inexistence d'une réelle protection sociale, sans un quelconque dispositif d'assurance perte de gain, et où une bonne partie de la population survit en travaillant dans le secteur informel, la conséquence en est une perte de revenu total, une véritable catastrophe sociale, avec à la clé le risque de famine. La crise économique, la désorganisation des échanges internationaux – aussi inique soit la façon dont ils fonctionnent actuellement – est aussi d'autant plus dévastatrice, et potentiellement meurtrière, pour les pays pauvres.

### **Une crise systémique d'une ampleur jamais vue depuis 1929**

Les ravages sociaux de l'épidémie du COVID-19 ne sont malheureusement que le début, les premiers effets visibles d'une crise systémique du capitalisme de grande ampleur, dont on peut d'ores et déjà observer le commencement.

Dans une interview à NBC, Dave Calhoun, PDG de Boeing Corporation – l'une des plus grosses multinationales de l'aviation et de l'armement – a admis que sa société envisageait très probablement une contraction d'activité, suite à la baisse du trafic aérien, qui ne devrait pas revenir à son niveau d'avant-covid avant plusieurs années, et qu'une faillite n'est pas exclue. Boeing a d'ores et déjà procédé à 16'000 licenciements et réduit sa production.

Boeing Corporation n'est pas la seule entreprise confrontée à ce problème. Tout le secteur aérien est pratiquement à l'arrêt. Personne ne s'attend à un retour de la situation d'avant-covid avant plusieurs années. Malgré l'aide étatique, il semble évident que toutes les compagnies aériennes ne survivront pas. En Suisse, le secteur aérien représente 200'000 emplois directs.

Il ne serait pas correct de voir cette crise du secteur aérien comme un phénomène localisé, dû aux circonstances particulières de la pandémie. Car une entreprise qui fait faillite, c'est une entreprise qui arrête de payer ses salariés, ainsi que ses fournisseurs, qui sont à leur tour confrontés au problème d'honorer leurs propres paiements...la crise peut ainsi occasionner des faillites en chaîne, et contaminer l'économie entière.

En outre, le secteur aérien n'est pas seul à être touché. L'industrie suisse des machines s'attend à un recul notable, car, en prévision de la crise imminente, peu d'entreprises sont prêtes à des investissements productifs. L'industrie horlogère est également confrontée à une contraction de la demande. Et ces secteurs ne sont pas les seuls à être dans ce cas.

Le commissaire européen à l'économie, Paolo Gentiloni, a ouvertement envisagé « un choc économique sans précédent depuis la Grande Dépression ». La Banque centrale européenne prévoit 8,7% de récession dans l'UE. Le taux de chômage dans l'UE est désormais de 7,8% (Le Temps du mardi 25 août 2020). Le PIB de la Suisse a reculé, d'après les chiffres du Seco (secrétariat à l'économie) de 8,2% au second trimestre de l'année 2020. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Les premières manifestations de la crise en Suisse – que les mesures fédérales à base de chômage partiel, d'allocations pour perte de gain et de crédits aux entreprises avaient retardé – sont aujourd'hui visibles. On peut lire dans Le Temps du mercredi 19 août 2020 que plusieurs entreprises ont procédé à une première vague de licenciements. D'autres ne l'ont pas encore fait, mais s'apprêteraient à le faire. Une hausse du chômage est de ce fait inévitable. Par ailleurs, on observe un durcissement des relations de travail.

Rien n'incite à penser qu'il ne s'agisse que de difficultés passagères. D'ailleurs, la levée des mesures de confinement n'a nullement mis un terme aux tendances déflationnistes. Nous sommes en réalité au commencement d'une crise économique majeure, sans équivalent depuis 1929.

### **Causes structurelles de la crise**

La crise économique ne saurait s'expliquer seulement par le coronavirus. La mise en mode veille de la plupart des activités non-essentielles pendant quelques deux mois ne représenterait pas un problème majeur pour un mode de production moins irrationnel que le capitalisme. Même pour le capitalisme, il n'y aurait là rien d'insurmontable en temps normal.

Mais le fait est que la situation de l'économie mondiale avant l'épidémie n'avait rien de « normal ». Une nouvelle crise systémique était en gestation, son déclenchement n'étant retardé que par l'usage intensif de la planche à billet, des taux nuls, voire négatifs, par les banques centrales. L'épidémie n'a été que la secousse de trop, qui a plongé l'économie mondiale dans la crise qui était imminente. C'est tellement vrai que la Suède, qui n'a mis en place aucune stratégie de confinement – tablant sur une dangereuse et illusoire stratégie de l' « immunité collective », au prix d'une surmortalité particulièrement élevée – n'en voit pas moins son économie plongée dans la récession.

Il s'agit en réalité d'une crise de suraccumulation du capital – atteignant aujourd'hui des proportions vertigineuses – avec pour conséquence une surproduction relative par rapport à la demande solvable, entraînant nécessairement la crise, selon une dynamique expliquée par Karl Marx dans *Le Capital*, Livre III, ch. 13 :

« Par rapport à la population, l'énorme force productive qui se développe dans le cadre du mode de production capitaliste, et l'accroissement des valeurs-capital qui augmentent bien plus vite que la population, entrent en contradiction avec la base au profit de laquelle s'exerce cette énorme force productive et qui, relativement à l'accroissement de richesse, s'amenuise de plus en plus, et avec les conditions de mise en valeur de ce capital qui enflent sans cesse. D'où les crises. »

Le déclenchement de la crise n'a été provisoirement retardé, comme nous l'avons dit, que par la planche à billets. Aujourd'hui, c'est en injectant massivement des liquidités dans l'économie par le même procédé que les Etats essayent de la juguler. Or, l'usage de la planche à billet ne saurait être une solution que temporaire, qui repousse un peu le déclenchement de la crise, mais en l'aggravant le moment venu. L'injection de liquidités signifie accroître encore la suraccumulation du capital...qui ne peut être valorisé, étant donnée la suraccumulation existante, impliquant la baisse tendancielle du taux de profit dans l'économie réelle, que dans la fuite en avant dans la spéculation financière, créant l'illusion d'un capital purement financier qui se valorise par lui-même, de l'argent qui engendre de l'argent. Mais cela ne peut durer longtemps. L'autonomie du capital financier n'est qu'apparente, et cette dissociation est fatalement brisée, ramenée à la réalité, ce qui constitue à proprement parler la crise financière (qui semble être une crise financière s'étendant à l'économie réelle, alors qu'il s'agit d'une crise de suraccumulation dont le déclenchement n'a été que retardé par le recours à la spéculation), selon un mécanisme décrit, une fois encore, par Karl Marx, dans *Le Capital*, Livre III :

« Bien qu'il soit rendu autonome, il n'est jamais autre chose que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. Mais, grâce à son autonomie, ses mouvements sont, dans certaines limites, indépendants des barrières élevées par le processus de reproduction qu'il impulse lui-même au-delà de ses propres limites. La dépendance à l'intérieur et l'autonomie à l'extérieur finissent par conduire les choses jusqu'au point où la connexion interne doit être rétablie par la violence, c'est-à-dire par la crise ».

Nous sommes actuellement à l'aube d'un tel « rétablissement de la connexion interne par la violence ». L'économie réelle est en effet d'ores et déjà en récession, alors que les marchés financiers bénéficient d'une simili-reprise, due à l'injection massive de liquidités par les Etats.

Il n'est dès lors pas inutile de regarder comment la bourgeoisie a réussi à « résoudre » les précédentes crises structurelles de son système économique. Une reprise après la crise de 1929 ne fut possible qu'après la Deuxième Guerre mondiale, et les colossales destructions de capital – et de vies humaines – qu'elle apporta, ce qui rendit possible un redémarrage de l'accumulation capitaliste, pour une trentaine d'années. La crise du capitalisme monopoliste d'Etat dans les années 70 posait objectivement la question de la transition au socialisme. La bourgeoisie ne parvint à éviter cette issue que par la contre-révolution néolibérale dans les métropoles et un rétablissement aggravé de l'oppression néocoloniale, à coup de guerres et de plans d'ajustement structurels, dans le Tiers

Monde. Une nouvelle crise ne fut néanmoins – provisoirement – évitée que par la contre-révolution dans la plupart des pays socialistes à la fin des années 80, qui ouvrit un nouveau champ d'expansion colossale au capitalisme. Le répit ne fut que de 20 ans. Pour « résoudre » la crise de 2008, après quelques propos hypocrites et vite oubliés sur la « moralisation du capitalisme », les décideurs bourgeois eurent recours à des politiques d'austérité d'une violence sans équivalent depuis longtemps. Outre leurs dégâts sociaux, ces mesures sont en réalité récessives – en diminuant brutalement la demande solvable – et de nature à aggraver les causes structurelles de la crise. Pour relancer l'accumulation du capital, la bourgeoisie eut recours, d'une part à l'aggravation de l'exploitation de la force de travail, par l'austérité, la baisse des salaires, l'ubérisation, l'intensification du travail, l'industrie 4.0, d'autre part à la fuite en avant dans la spéculation financière, facilitée par l'usage massif de la planche à billets, les taux nuls, voire négatifs, pratiqués par les banques centrales. De telles « solutions » ne pouvaient que précipiter le retour d'une crise aggravée. Nous y sommes.

Cette histoire nous apprend, d'une part, que la crise systémique du capitalisme s'aggrave – crises plus fréquentes et plus graves, phases de reprise plus courtes et plus ambiguës – et, d'autre part, qu'elle ne peut être résolue dans le cadre du système, que ce soit par des mesures keynésiennes, la planche à billet, des solutions « techniques », et encore moins par un prétendu « capitalisme vert », qui n'est que du *greenwashing*. L'état même du développement des forces productives, le niveau atteint par la concentration du capital, exigent la transition au socialisme. Autrement, la bourgeoisie relancera le cycle d'accumulation du capital, au prix d'une nouvelle aggravation de l'exploitation, de mesures de plus en plus insoutenables pour les peuples comme pour l'environnement, et peut-être de la guerre...jusqu'à la prochaine crise. L'alternative est claire. Le choix est urgent. Beaucoup de gens commencent à le percevoir confusément. Le rôle historique d'un parti tel que le nôtre est crucial dans ces circonstances.

### **Crise économique et urgence climatique**

Certains ont dit un peu vite que le virus aurait été au final bon pour l'environnement, car, pour la première fois les émissions de gaz à effet de serre auront baissé, offrant à l'humanité un répit bienvenu. En réalité, c'est surtout la pollution atmosphérique qui a baissé, de façon spectaculaire dans certains endroits (ce qui est évidemment une bonne chose), du fait de la baisse temporaire d'activité économique. Les émissions de gaz à effet de serre n'auront baissé que de 15%, ce qui est loin d'être suffisant. Le principal bienfait du confinement aura été le fait qu'il a poussé beaucoup de gens à se poser des questions, à envisager des alternatives à l'état de choses existant. Sinon, trouver des vertus écologiques à une pandémie est plus que discutable. D'autant plus que la crise économique commençante amène la bourgeoisie à remettre en cause le peu de progrès accomplis jusque là en matière d'écologie, puisqu'il faut bien « relancer l'économie »...

Pourtant, la pandémie n'aura en rien fait disparaître l'urgence écologique. Le capitalisme, au nom de l'impératif de l'accumulation du capital et de la soif de profit de la petite oligarchie qui règne sur ce monde, nous conduit à toute vitesse vers une extinction

programmée. Les températures ont d'ores et déjà augmenté de 1°C par rapport à l'ère préindustrielle, et les conséquences en sont visibles, et dévastatrices. Si l'on veut réussir à limiter la hausse des températures à 1,5°C, il faudrait réduire les émissions anthropiques de gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030. Tout retard après 2020 rendrait rapidement cet objectif inatteignable. Il faudrait tout de même réduire ces mêmes émissions de 2,7% par an si on veut au moins réussir à ne pas dépasser 2°C de hausse. Le problème étant que les émissions continuent régulièrement à croître, et, au rythme actuel de l'inaction des pouvoirs politiques et de la soif de profit sans fin des entreprises, cela est bien parti pour continuer. Ce qui impliquerait une hausse des températures jusqu'à 3,9°C d'ici la fin du siècle, ouvrant la porte à des boucles de rétroaction incontrôlables, et rendant au final la planète inhabitable, ou peu s'en faut.

Or, malgré l'urgence, les émissions de gaz à effet de serre continuent régulièrement d'augmenter. Au rythme actuel, c'est une hausse de 7° C qui nous attend pour la fin du siècle : un changement catastrophique qui signifierait probablement l'extinction de l'humanité. Or, que font les décideurs bourgeois ? Trump nie purement et simplement le problème. D'autres disent agir, parfois prennent quelques demi-mesures. Mais c'est un changement de système qui est requis. Et le réchauffement climatique n'est pas le seul problème écologiquement urgent. Se concentrer uniquement sur les émissions de gaz à effet de serre amène même parfois, dans une approche de *greenwashing*, à une étrange casuistique, où on présente comme « vertes » des technologies qui en fait ne le sont pas. Il y a aussi le problème de la pollution, la limitation des ressources en métaux, mis à part le fer et l'aluminium (respectivement 5% et 8% de la lithosphère),...Une approche globale et un changement radical de système sont nécessaires. Le marxisme est la seule méthode à même de penser et d'accomplir un tel changement. La voie de la révolution plutôt que de la réforme lente de l'ordre existant n'est plus aujourd'hui un enjeu de discussion doctrinale, mais une urgence vitale.

La crise économique rend cette urgence d'autant plus grande. Pour « sortir de la crise », nombre de pays capitalistes – les USA, le Canada, la République Tchèque, la Pologne, etc. – envisagent de renoncer au peu de progrès qui ont été faits, pour relancer massivement les filières fossiles, l'aviation, les croisières...De fait, si la bourgeoisie parvient à relancer l'accumulation du capital, ce serait au prix d'une hausse massive des émissions de gaz à effet de serre. Une sortie de la crise sous le capitalisme signifierait rendre la catastrophe écologique inévitable et irréversible. Une catastrophe qu'il faut absolument empêcher.

Comme l'a brillamment dit Evo Morales, ancien président de Bolivie, en 2007 : « Le monde souffre d'une fièvre provoquée par le changement climatique, et la maladie est le modèle capitaliste de développement ». Heureusement, cette maladie n'est pas incurable. Le socialisme est le remède.

## Dérives autoritaires

Les bavardages des gouvernements sur le « jour d'après », qui devrait être différent et meilleur que le jour d'avant servent surtout d'emballage rhétorique pour faire passer la réalité du jour d'aujourd'hui, de l'état d'urgence, et des mesures arbitraires et liberticides prises pendant l'épidémie et pour lutter contre elle – mais qui peut être certain que ces mesures ne resteront pas en vigueur après ? Historiquement, le provisoire a tendance à s'éterniser, pour devenir permanent...

Partout sur la planète, on assiste à des discussions sur l'usage du traçage électronique des déplacements des gens – grâce à leurs Smartphones – pour dépister la chaîne de transmission du coronavirus. Grâce aux révélations d'Edward Snowden, tout le monde sait bien que les services secrets le font déjà. Il s'agirait maintenant de créer une base légale, qui légitimerait cette pratique, et permettrait d'utiliser ouvertement ces données. Qui peut croire sérieusement qu'une telle base légale ne subsistera pas après la fin de l'épidémie, ni ne sera utilisée à d'autres fins que sanitaires ?

Nous ne devons pas négliger l'avertissement d'Edward Snowden, dans une interview à [vice.com](http://vice.com), le 10.04.20 : « A mesure que l'autoritarisme se répand, que les lois d'urgence prolifèrent, que nous sacrifions nos droits, nous sacrifions également notre capacité à arrêter le glissement vers un monde moins libre. Croyez-vous vraiment que lorsque la première vague, la deuxième vague, la 16<sup>e</sup> vague du coronavirus seront depuis longtemps oubliées, que ces moyens mis en œuvre ne seront pas conservés ? Que les données récoltées ne seront pas conservées ? Quelle que soit la façon dont elles sont utilisées aujourd'hui, ce qui est construit en ce moment, c'est l'architecture de l'oppression. » Ce d'autant que nous connaissons bien les pratiques anti-démocratiques de l'Etat suisse. Il n'est que trop symptomatique que l'Assemblée fédérale soit en train de discuter d'un durcissement de la législation antiterroriste, permettant à la police de prendre des mesures allant jusqu'à l'assignation à domicile, et même à la détention administrative, sur la seule base d'un soupçon, y compris à l'encontre de mineurs, et sans la sanction d'un juge. Ce projet est à juste titre dénoncé comme une atteinte aux droits humains, aux droits de l'enfant et à l'Etat de droit. Est-ce que celles et ceux qui luttent contre le capitalisme seront pour cette raison considérés comme « terroristes » ? Le scandale des fiches ne nous permet guère de douter de la réponse...

Lorsque son système est en crise et sa domination chancelante, la bourgeoisie jette toujours par dessus bord des principes démocratiques, et recourt à des solutions plus ou moins ouvertement dictatoriales pour préserver sa domination. Comme l'a dit Bertolt Brecht, « le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution en temps de crise ». C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Les choses ne pourront aller qu'en s'aggravant selon la longueur et la gravité de la crise qui s'annonce. Nous devons d'autant plus nous battre avec détermination contre toute extension des pouvoirs répressifs de l'Etat bourgeois, contre tout empiètement sur les droits démocratiques.

## **Menaces sur la paix mondiale**

La crise de 1929 ne fut résolue que par la guerre. Nous ne devons jamais oublier ce fait, jamais oublier que pour une bourgeoisie aux abois, *a fortiori* pour une bourgeoisie impérialiste aux abois, la guerre est trop souvent le dernier recours. Le capitalisme n'est jamais synonyme de paix et porte en lui la guerre comme la nuée l'orage (comme l'avait dit Jaurès). La domination du capital financier mondialisé, concentré entre quelques mains – ce qui est exactement la situation de notre époque – est une menace directe contre la paix mondiale, ainsi que l'a bien expliqué Lénine, dans sa préface à *L'Economie mondiale et l'impérialisme* de Nicolas Boukharine, en 1915 :

« Entre les années 1871 et 1914, le capitalisme « pacifique » créait des conditions de vie fort distantes, extrêmement éloignées d'une paix véritable : guerre au-dehors et lutte des classes. Cette période est achevée sans retour : l'époque qui lui a succédé est celle des catastrophes et des conflits, et ce qui devient typique pour les masses, ce n'est plus tant l'épouvante sans fin qu'une fin dans l'épouvante. Le souverain actuel, c'est le capital financier, qui est particulièrement mobile et souple, dont les fils s'enchevêtrent et dans chaque pays et sur le plan international, qui est anonyme et n'a pas de rapport direct avec la production, qui se concentre avec une facilité remarquable et qui est déjà extrêmement concentré, car quelques centaines de milliardaires et de millionnaires tiennent positivement entre leurs mains le sort actuel du monde entier ».

L'escalade verbale et en termes de mesures de rétorsion mutuelle entre les USA et la Chine est à ce titre particulièrement inquiétante. L'empire sur le déclin que sont les USA de Trump pourrait bien essayer de recourir à une guerre à large échelle comme ultime tentative de conserver son hégémonie. Auquel cas, au lieu de l'épouvante sans fin que serait la poursuite de la crise du capitalisme et du réchauffement climatique, sans que les forces progressistes, dont notre Parti, n'arrivent à mettre fin à cette trajectoire fatale, nous pourrions connaître la fin dans l'épouvante d'une nouvelle guerre mondiale. Plus que jamais, la lutte pour la paix est un objectif essentiel, et passe nécessairement par une lutte contre l'impérialisme.

## **Que penser des théories du complot ?**

La pandémie du coronavirus, la situation inhabituelle – et angoissante – qu'elle a créé, a donné une résonance supplémentaire à diverses théories du complot, dont le nombre d'adeptes a considérablement grandi : négation pure et simple de l'existence de l'épidémie, antivaccins, virus propagé par la 5G, plan diabolique de Bill Gates... Les antivaccins seraient entre 33% et 51% de la population française (surreprésentés parmi les moins de 35 ans). Difficile à dire combien ils sont en Suisse, mais une estimation à la louche sur la base de réseaux sociaux incite à penser que leur nombre est considérable.

La presse bourgeoise s'est vue obligée d'en faire l'écho... pour déplorer le phénomène, pour dénigrer les adeptes des théories du complot (dans le Temps du 9 mai on trouve un

article aussi méprisant que limité en contenu informationnel), voir pour justifier des lois liberticides sous couvert de lutte contre les *fake news* (comme si la presse bourgeoise et les gouvernements n'en propageaient pas). Rappelons que certaines « théories du complot » se sont révélées vraies dans l'histoire, et la version officielle mensongère...Et que « conspirationnisme » est un terme volontairement flou, utilisé par l'idéologie bourgeoise pour dénigrer, sans se sentir obligé d'apporter le moindre argument, toute explication mettant en cause la vérité officielle. Cela en mettant dans le même sac des théories farfelues du type de la terre plate, et des vérités qui se sont révélées incontestables (comme l'implication de la CIA dans nombre de sales affaires).

Quels enseignements pouvons nous tirer de ce phénomène ? En tout premier lieu, le succès des diverses théories complotistes témoigne du fait que la confiance populaire dans la parole des autorités est basse. A juste titre. De plus en plus de gens se rendent, fût-ce sous une forme confuse, que les autorités mentent, que l'idéologie bourgeoise est trompeuse, que le peuple n'a que peu de prises sur les événements, et que le monde n'évolue pas vraiment dans le sens du bien commun. Aussi, ils vont chercher la vérité ailleurs.

Ce phénomène témoigne d'une prise de conscience salutaire, d'un esprit critique et d'une volonté de se libérer de l'influence aliénante de l'idéologie bourgeoise. En outre, sous leurs dehors plus ou moins farfelus, les théories conspirationnistes contiennent souvent un noyau rationnel : domination d'une oligarchie au service de ses seuls intérêts, motivations très éloignées du bien commun de la part de milliardaires « philanthropes », mensonges de la propagande officielle (omniprésente dans les démocraties bourgeoises), aspects néfastes de la 5G, des OGM, plans de surveillance de masse bien réels. Mais le fait est que les théories du complot représentent néanmoins souvent des explications globalement fausses ou aberrantes. Du reste, les théories du complot ne proposent généralement pas de perspective politique crédible, et ne sont d'ailleurs pas nécessairement progressiste. Notre Parti, en revanche, apporte une perspective de rupture crédible avec l'ordre établi.

### **Quel « jour d'après » ?**

Les choses ne peuvent plus continuer telles qu'elles sont. Quelque part, même la bourgeoisie en est consciente, puisque ces hommes et femmes politiques parlent autant du « jour d'après ». Néanmoins, elle est déterminée à préserver sa domination quel qu'en puisse être le prix, préparant de fait un jour d'après bien pire pour les travailleurs que celui d'avant. Mais ce n'est pas aux classes populaires de payer pour la crise. Pour empêcher la réalisation de ce programme réactionnaire, pour imposer les changements révolutionnaires que la situation historique réclame, notre Parti lutte pour un programme de sortie de crise alternatif à celui de la bourgeoisie et conforme aux intérêts des classes populaires.

## **Nous exigeons :**

### Sur le plan sanitaire :

- Puisque le port du masque est devenu obligatoire dans les transports, les magasins, et d'autres occasions où la distanciation physique ne peut pas être respectée, les masques doivent être distribués gratuitement à la population. L'achat de masques représente en effet un coût important pour les classes populaires. Si la vente est laissée au marché, les prix risquent d'augmenter à la moindre pénurie. Le port du masque étant imposé au nom de l'intérêt général, cette mesure doit être appliquée de façon solidaire, et le coût assumé par la collectivité
- Le gel hydro alcoolique doit également être mis gratuitement à disposition de la population.
- Lorsqu'un vaccin sera disponible, il devra être gratuit.
- Pour le personnel soignant, qui est en première ligne face à la pandémie, une augmentation des effectifs, la revalorisation des salaires et le retrait par le Conseil fédéral de l'ordonnance rallongeant leurs horaires de travail.
- La pandémie aura comme jamais montré le caractère précieux et indispensable des services publics, et tout particulièrement des hôpitaux : défense et renforcement des services publics, augmentation des moyens des hôpitaux publics ; arrêt immédiat de tous les projets néolibéraux de démantèlement, de réduction des moyens, de fermeture ou de privatisation d'hôpitaux.

### Sur le plan social :

- Parce que ce n'est pas à nous de nous serrer encore la ceinture, nous exigeons l'instauration d'une taxe sur les grosses fortunes pour soutenir les victimes de la crise.
- Pour que personne ne soit laissé sur le carreau, l'Etat doit garantir à toutes et tous un revenu pendant la durée de la crise, financé par une taxe sur les gains du capital.
- Pour mettre un frein à la pression à la baisse sur les salaires, instauration d'un salaire minimum d'au moins 4500 francs suisses (24,75 francs suisses par heure) et d'un salaire minimum pour les apprentis pour chaque année d'apprentissage
- Pour que les plus riches passent à la caisse, une taxation sur les dividendes afin de financer et renforcer la santé publique.
- Pour que la santé des travailleurs ne soit plus mise en danger, que la Suisse ratifie la Convention de l'OIT sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail.
- L'obligation de mettre en place un programme national pour contribuer à la protection des travailleuses et des travailleurs en éliminant ou en réduisant au minimum les dangers et les risques liés au travail
- Pour une protection de tous les travailleurs, une prolongation des permis de séjour des travailleurs étrangers, même en cas de perte d'emploi.

Sur le plan économique :

- La pandémie aura amplement montré les aberrations de la mondialisation et le problème qu'il y a à dépendre totalement de l'étranger pour des biens stratégiques comme les médicaments, les masques... Nous préconisons la relocalisation des activités productives, tout particulièrement pour les biens stratégiques et une première nécessité. Cette production doit être accomplie par des entreprises publiques.
- Réduction du temps de travail sans réduction de salaire, pour pouvoir travailler moins afin de travailler toutes et tous ; revendication particulièrement importante en temps de récession et de hausse du chômage.
- Pour arrêter les profiteurs, davantage de contrôles et des sanctions pour les entreprises qui abusent des aides d'État en lien avec la crise du COVID-19.
- Parce qu'il ne doit pas y avoir d'enrichissement sur le dos des travailleurs, interdiction de tout licenciement pour les entreprises qui touchent des aides d'État.

Sur le plan international :

- Pour que tous les peuples puissent se protéger face à la pandémie, la fin de la participation de la Suisse à tous les blocus économiques criminels contre des États souverains

Nous pensons que peuvent se rassembler sur ces objectifs toutes les forces qui sont lésées par la domination de la grande bourgeoisie monopoliste et le programme réactionnaire de celle-ci, qui ont intérêt à ce que la domination des monopoles soit brisée et à des réformes démocratiques et sociales. C'est ce que l'on appelait autrefois un front uni anti-monopoliste, stratégie qui était celle de notre Parti. Un front uni rassemblant les salariés, les paysans, mais également une partie de la petite bourgeoisie, que le capitalisme des monopoles condamne à la faillite, et que le Conseil fédéral a choisi de laisser tomber.

Nous estimons également qu'aucune réforme démocratique ou sociale ne pourra véritablement être efficace ni pérenne, sans aller vers la rupture avec l'état de choses existant, vers le socialisme ; et que la situation de crise économique et climatique que nous vivons rend une telle rupture urgente et vitale.

Bien que beaucoup de choses aient changé ces 150 dernières années, notre Parti peut s'enorgueillir de son histoire, de la tradition dont il est le dépositaire, et il convient, plutôt que de vouloir absolument faire du nouveau pour faire du nouveau (au risque de réinventer l'eau tiède) de chercher des réponses dans les écrits de nos classiques. A l'occasion du 150<sup>ème</sup> anniversaire de Lénine, que nous célébrons cette année, il n'est pas inapproprié de chercher des réponses aux interrogations du présent dans son œuvre, en

particulier dans une brochure qui est tout à fait pertinente pour penser la crise économique qui s'annonce et les luttes que nous devons mener dans cette situation. Il s'agit de *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, rédigée par Lénine en septembre 1917, pratiquement la veille de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Sous la conduite du gouvernement provisoire, et avec le soutien des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, encore majoritaires à la tête des soviets, la Russie se dirigeait vers une crise autrement plus grave que ce que nous vivons aujourd'hui, mais non sans rapport non plus : désorganisation de l'économie et de la circulation des marchandises, chômage de masse (danger bien réel), hyperinflation (l'usage abusif de la planche à billet nous y conduit tout droit), approvisionnement défaillant, menace de famine (c'est le cas dans beaucoup de pays, en même dans les pays développés la précarisation de masse peut être particulièrement violente), effondrement de l'économie imminent. Toutes les analogies ont leurs limites bien sûr. La Suisse de 2020 est très différente de la Russie de 1917, la crise que nous vivons est infiniment moins aigue que celle dont parlait Lénine, et les événements historiques ne se répètent jamais à l'identique. Il n'empêche, les analogies historiques ont leur utilité pour penser le présent, et la catastrophe imminente que Lénine décrivit et que la Révolution d'Octobre sut conjurer constitue une référence utile aujourd'hui, ne serait-ce que comme cas limite auquel se confronter, pour ne pas s'arrêter à mi-chemin, ne pas s'en tenir à des solutions et analyses partielles.

Tout le monde s'accordait sur la nature de la crise. Les mesures qui devaient être prises étaient évidentes, mais rien n'était fait...parce que ces mesures auraient lésé les intérêts de la grande bourgeoisie. Parallèle évident avec la situation d'aujourd'hui.

Ces mesures n'étaient évidemment pas l'austérité et le tout au marché, comme l'auraient préconisé les eurocrates, ce qui aurait fatalement aggravé la crise (conduisant à l'effondrement irréversible du pays dans le cas de la Russie de 1917). Ni des demi-mesures réformistes, comme le préconisaient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (de même que la gauche modérée d'aujourd'hui), et comme le gouvernement provisoire les appliquait plus ou moins, mais qui restaient sans effet.

Ce que la situation exigeait était un contrôle effectif de l'Etat – d'un Etat démocratique et révolutionnaire, non de l'Etat bourgeois organiquement lié aux grands monopoles – sur l'économie, la nationalisation des banques et des grands monopoles capitalistes, la participation des travailleurs à la supervision de la production, une réorganisation rationnelle de la production et de la répartition. Ce qui constitue un pas en avant vers le socialisme.

Car, « ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on ne saurait avancer, à partir des monopoles (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme. »

« Ou bien l'on est réellement démocrate révolutionnaire. Et alors on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme. Ou bien l'on craint de s'acheminer vers le socialisme et

l'on condamne tous les pas faits dans cette direction [...] dans ce cas l'on fatalement à la politique de Kérénski, Milioukov et Kornilov, c'est-à-dire à la répression bureaucratique réactionnaire des aspirations « démocratiques révolutionnaires » des masses ouvrières et paysannes ».

Rupture révolutionnaire et socialisme, ou nuit sans fin des forces destructrices du « libre-marché », de la crise, de la réaction et de l'écocide, tel est le choix qui se présente à nous aujourd'hui. Le PS et les Verts se retrouvent aujourd'hui à jouer en quelque sorte l'équivalent du rôle des menchéviks et des SR. Trop intégrés au système pour être une véritable opposition, trop acquis au compromis avec la bourgeoisie pour s'y opposer réellement, ils ne peuvent incarner l'indispensable rupture. C'est à notre Parti que revient ce rôle.

Il s'agit d'une tâche difficile, qui peut sembler au-dessus de nos forces, mais dont la situation historique même exige l'accomplissement, et que nous devons accomplir, car, comme l'a dit Jean Jaurès :

« Il faut l'effort lent et continu pour triompher ! Cependant la victoire est certaine, parce qu'il serait monstrueux et inadmissible que l'humanité ait pu concevoir un idéal de justice et qu'elle soit incapable de le réaliser. Cette faillite humaine ne se réalisera pas ! »